

**Mémoire au sujet de l'Oléoduc Énergie Est
(Section québécoise)**

**Hydrocarbures : citoyens versus promoteurs
(Reconnaissance de l'expertise citoyenne)**

**Présenté par Robert Duchesne
Trois-Rivières, 20 avril 2016**



Hydrocarbures : citoyens versus promoteurs (Reconnaissance de l'expertise citoyenne)

*« L'idée que des citoyens préalablement informés puissent avoir autant de légitimité que des scientifiques et des élus pour participer à l'encadrement des technologies reste propre à de petits cénacles, elle n'est toujours pas admise chez les politiques. » (1)
(Jacques Testart, 2003)*

Et chez les industriels aussi, devrait-on ajouter au propos de Testart!

Je vais tenter de vous exposer la démarche du simple citoyen que je suis face à un dossier d'intérêt public controversé comme Énergie Est, car je crois que ma propre démarche est représentative de celle d'une très grande partie de mes concitoyens québécois. Et je tenterai aussi d'exprimer le ras-le-bol citoyen face au mépris envers la population affiché dans ce dossier par certaines instances politiques, industrielles et entrepreneuriales; c'est pourquoi certains passages pourront sembler virulents, mais que les Commissaires soient rassurés, mon exposé oral n'en sera que plus pondéré.

Depuis une dizaine d'années au Québec, dans les dossiers d'exploitation des ressources naturelles et de productions industrielles, particulièrement dans celui des hydrocarbures et, plus globalement, celui de la politique énergétique, les promoteurs industriels et les décideurs politiques se gargarisent avec deux concepts fondamentaux: développement durable et acceptabilité sociale, l'un et l'autre faisant l'objet de controverses incessantes et constituant un terrain de confrontation récurrente entre les élus, les milieux d'affaires et les citoyens.

Cet état de fait m'apparaît totalement improductif, car déconnecté de notre société contemporaine où le citoyen joue un rôle de plus en plus actif grâce notamment aux réseaux modernes de communication et à un niveau d'éducation de plus en plus ouvert sur le monde. Force est d'admettre que le constat fait par Testart en 2003 est l'un des principaux obstacles qui sévit encore en 2016, minant les efforts de conciliation pragmatique des concepts de développement économique, de respect de l'environnement et des droits, et surtout de sécurité et de bien-être collectifs.

Le dossier des hydrocarbures versus les énergies vertes est représentatif de la confrontation entre, d'une part, les élus et les représentants des entreprises et, d'autre part, les principaux intéressés, les citoyens eux-mêmes. Par exemple, les prises de position de la *Fédération des chambres de commerce du Québec* (FCCQ), par la voix de sa présidente Françoise Bertrand, sont typiques du double discours des promoteurs corporatifs et gouvernementaux afin de contourner la volonté citoyenne lorsque celle-ci ne correspond pas à leurs objectifs de développement.

À ce sujet, les propos de la présidente Bertrand publiés dans *La Presse* (2011-06-17) et cités par Bernard Vachon dans *L'Action Nationale* sont extrêmement significatifs : « ...la notion d'acceptabilité sociale ne doit pas être interprétée comme une façon de permettre à une minorité ou à des groupuscules organisés de bloquer des projets industriels. » L'auteur d'ajouter : « En plus d'être démagogiques, ces propos trahissent une méconnaissance et la négation du rôle de la participation citoyenne dans le processus décisionnel des grands projets industriels qui concernent la collectivité globale ». (2) J'approuve totalement l'analyse de Bernard Vachon.

Peut-on accrédi-ter les propos de la présidente et de ceux qui partagent son opinion lorsque l'on sait qu'un *groupuscule* de près de 66 000 citoyens ont signé la campagne *Vous n'entrerez pas chez nous* refusant l'implantation de milliers de puits de gaz de schiste dans la Vallée du Saint-Laurent (3) ; qu'un collectif de 170 scientifiques québécois s'oppose à la fracturation du schiste (4) ; que *L'Élan global* pour un Québec libre des hydrocarbures regroupe jusqu'à présent près de 43 000 adhérents dont plusieurs personnalités publiques de tous les milieux (5) ; qu'un autre collectif de 110 scientifiques nord-américains réclament un moratoire sur l'exploitation des sables bitumineux (6) ; que 21 prix Nobel s'opposent à l'exploitation des sables bitumineux (7) ; que près de 300 municipalités québécoises s'opposent officiellement à Énergie Est (représentant quelques millions de citoyens) et que 71% des Québécois croient que la protection du climat est plus importante que la construction d'Énergie Est et l'expansion des sables bitumineux, que six Québécois(es) sur dix s'opposent à Énergie Est, que plus de 250 000 signataires s'opposant à Énergie Est ont appuyé les pétitions de Greenpeace, Équiterre, Nature-Québec et d'autres organismes environnementaux, organismes qui représentent des milliers de membres (8) ?

La raison d'être et les objectifs des organisations environnementalistes et citoyennes ne sont pas de bloquer le progrès, mais d'en transformer le concept et l'application de façon à la fois réaliste et responsable, c'est-à-dire en le rendant viable pour les générations futures aussi bien qu'actuelles en tenant compte des avancées scientifiques sur le climat

et de notre responsabilité concernant l'état de la planète, plutôt que de se référer à la seule notion de profit local à tout prix et à court terme.

Or, dès lors que le citoyen s'intéresse aux dossiers sans partager d'emblée les valeurs et les objectifs des promoteurs et décideurs, force lui est de constater que ceux-ci le considèrent comme un interlocuteur de second ordre, voire même comme un obstacle, plutôt que comme l'interlocuteur prioritaire et privilégié qu'il devrait être, puisque les citoyens sont les premiers concernés, les principaux intéressés, les occupants du territoire, les électeurs, les décideurs présumés de notre destin collectif.

On nous traite d'empêcheurs de progrès à contre-courant, de faux écologistes qui disent n'importe quoi, d'idéalistes trop émotifs, de démolisseurs de richesse collective, d'ignorants illuminés, d'immobilistes aux craintes exagérées, etc. Certains maires vont même jusqu'à nous traiter d'extrémistes irréfléchis et nous considèrent comme des arriérés qui voudraient revenir au train à vapeur et à un monde sans avions.

Un certain Jean Charest affirmait récemment devant la communauté d'affaires de Québec : « *Ce qu'on entend n'est pas le reflet de la réalité. On met beaucoup d'emphase sur les risques* » (9) ; et la présidente Françoise Bertrand de la FCCQ souhaite de son côté « *des affirmations qui reposent sur des faits ou des données crédibles* » tout en traitant les citoyens inquiets de « *groupes qui nourrissent des craintes exagérées.* » (10) Et bien sûr, tous ces gens s'autoproclament détenteurs de la véritable connaissance *des faits et des données crédibles*.

Le représentant de TransCanada, M. Louis Bergeron, en rajoute une couche épaisse en déclarant : « *Je suis très confiant que les discussions basées sur les faits et la science vont permettre à la population du Québec de se positionner sur le projet, tout en restant fidèles à notre objectif de réduire notre dépendance aux énergies fossiles.* » (11)

Mais on est où là? Sur un nuage psychédélique ou quoi? De qui et de quoi parle-t-il, le représentant transcanadien, en disant « *notre objectif* »? De l'objectif de TransCanada? Alors on peut présumer que M. Bergeron se sera mérité une sérieuse réprimande par son employeur en révélant à ses actionnaires que le véritable objectif de la pétrolière est de s'éloigner des énergies fossiles. Ou croit-il parler en notre nom, croit-il vraiment pouvoir faire coller à la population québécoise que TransCanada et les citoyens ont un objectif commun, et que lui, le représentant de TransCanada, peut se permettre de parler en notre nom, bien qu'il soit lui aussi citoyen québécois ayant droit à son opinion personnelle et de l'exprimer? M. Bergeron ne peut prétendre porter ces deux chapeaux, il a choisi son camp. On est en plein délire avec un argument aussi insignifiant et simpliste et il faut vraiment qu'il nous prenne pour des tarés pour nous le servir.

Les mots « *notre objectif* » dans la bouche de quelqu'un qui considère ne pas avoir à respecter nos lois sont d'une effronterie inqualifiable, d'autant plus qu'il considère qu'un organisme non élu, l'*Office National de l'Énergie* en l'occurrence (ONÉ), dont une grande partie des administrateurs sont issus du ou ont des liens étroits avec le milieu de

l'exploitation des hydrocarbures, a seul pouvoir de décider dans ce dossier de l'utilisation de notre propre territoire!

Lorsque l'on parle de *réduire notre dépendance aux énergies fossiles* en se gargarisant de développement durable tout en prenant les grands moyens pour produire davantage d'énergies fossiles, ceci avec la complicité des gouvernements, et que l'on a la ferme intention d'imposer coûte que coûte notre projet à la population, les propos suivants datant de 2007 deviennent plus que jamais significatifs : « *Les citoyens désabusés ne font pas confiance aux politiciens. Rien de surprenant, quand les multinationales imposent leurs règles avec la complicité des gouvernements en place. De grandes institutions non élues...prennent des décisions qui affectent la vie de peuples entiers n'ayant pas leur mot à dire...Mais qu'est-ce qui légitime le fait que les intérêts financiers des entreprises pèsent plus lourd que les droits des peuples? À tous ceux qui portent l'étendard du développement durable, nous voulons souligner les dangers insidieux de cette approche...souvent récupérée par les relations publiques des grandes entreprises.* » (12)

Dans la même veine, pour les gens qui croient encore en la démocratie et que nos gouvernements ont encore le pouvoir de décider en notre nom, n'est-il pas extrêmement préoccupant d'apprendre que TransCanada poursuit le gouvernement américain pour 15 milliards de dollars pour avoir refusé son KeystoneXL, démonstration de plus que la pétrolière considère ses intérêts plus importants que l'intérêt public! (13)

Par ailleurs, il semble bien que M. Bergeron confond fallacieusement science et ingénierie : la science étudie les faits alors que l'ingénierie met la science au service des investisseurs, lesquels embauchent les ingénieurs pour leur faire faire des profits.

Ce que refusent d'admettre TransCanada et ses alliés est le fait qu'ils ne sont en aucune façon les seules et meilleures sources d'information pour les citoyens. Les références à la disposition des citoyens sont multiples, indépendantes, documentées, cohérentes, désintéressées et crédibles. En fait, la science ingénierique de TransCanada figure parmi les éléments du dossier les plus à risques et questionnables, au point même de justifier la tenue d'un BAPE contraignant selon l'article 31.1 de la loi et d'expliquer pourquoi TransCanada y est si réfractaire. (14)

Avouons que M. Bergeron a néanmoins raison : ce sont en effet sur les faits et la science que les citoyens opposés à Énergie Est fondent leur position, car les connaissances et l'expertise des citoyens ne sont pas moins valables que celles des ingénieurs. L'expertise citoyenne se caractérise notamment par la grande diversité de ses sources, lesquelles incluent justement l'ingénierie. Les citoyens qui élaborent cette expertise sont de tous les milieux et de tous les âges, des ouvriers, enseignants, étudiants, cultivateurs, artistes, politiciens, commerçants, chômeurs, retraités et, fait notoire, des scientifiques et ils sont nombreux, tous des gens qui partagent entre eux une multitude d'informations et les évaluent chacun selon ses références, ses compétences et ses valeurs, pour mettre ensuite en commun leurs déductions, leurs conclusions, leurs anticipations et leurs inquiétudes, notamment au sein d'organisations qu'ils se donnent pour répondre à leurs besoins communs et les représenter auprès des instances décisionnelles.

Ils sont des citoyens ayant un grand sens de la responsabilité civique, de la recherche documentée, de l'analyse judicieuse, de la réflexion pertinente, de la prise de décision éclairée et référencée, des citoyens ne se contentant pas du seul signe de piastre comme critère d'évaluation des faits et des projets, qui considèrent que la sécurité publique, la qualité de vie commune, l'avenir de notre planète et de nos enfants et petits-enfants ont plus de valeur que le profit à tout prix et à court terme

Je dirais que l'expertise citoyenne se fonde beaucoup sur ce que nos aïeux appelaient avoir de la jugeotte; la jugeotte, ce mélange de bon sens et de bonne foi qui nourrit et entretient depuis des générations les bonnes relations humaines et la bonne marche de la société.

Par exemple, nul besoin d'être scientifique ou ingénieur pour comprendre que tous les puits de schiste fuiront tôt ou tard et qu'il est insensé de prétendre gérer des milliers de tonnes de déchets radioactifs sur des dizaines de milliers d'années. De la même façon, nul besoin non plus d'être scientifique ou ingénieur pour comprendre que le Québec n'a aucun intérêt à laisser passer Énergie Est sur son territoire et que favoriser l'exploitation des sables bitumineux équivaut à amplifier de façon drastique le problème de la crise climatique qui nous touche tous, localement et mondialement.

Voyons un peu quelques-uns de ces faits irréalistes (ne concernant pas exclusivement TransCanada) qui inspirent les *craintes exagérées* des citoyens *extrémistes, immobilistes, ignorants, illuminés, irréfléchis et arriérés* :

- TransCanada nous cite en exemple son pipeline Keystone qui n'aurait jamais provoqué de déversement dans l'Ouest américain. Mais le citoyen découvre dans les médias qu'au contraire plusieurs déversements ont eu lieu et TransCanada s'en défend en disant que ces déversements « *se sont tous produits sur des stations de pompage ou d'autres installations hors terre et étaient liés à des raccords et des joints de petit diamètre. La conduite elle-même n'a jamais connu de fuite* » (15), à croire que ces éléments ne font pas partie de la structure du pipeline.
- Dans le quotidien trifluvien Le Nouvelliste du 17 mars 2016, M. Marc Bournival nous révèle que « *deux dénonciateurs ont présenté des plaintes sur les matériaux et la qualité des travaux effectués par la compagnie TransCanada. Mike Klink, inspecteur chez Bechtel, est un entrepreneur qui a travaillé sur le pipeline Keystone. Il indique que la qualité de l'acier utilisé était inférieure, que la compagnie falsifiait des tests de sécurité et que certaines installations étaient situées sur des terrains inappropriés, comme par exemple sur des zones humides* » (16). *Evan Vokes, ancien ingénieur chez TransCanada, ajoute que la compagnie n'adhérait pas à certains règlements de soudage de l'Office national de l'énergie* » (17) À noter que les deux ingénieurs furent congédiés après leurs dénonciations des mauvaises pratiques industrielles de TransCanada.
- Un document émanant du Conseil des Canadiens présente un bilan fort inquiétant de TransCanada en matière de sécurité. (18)

- Pour le KeystoneXL américain, trois fois furent mises à jour des collusions et conflits d'intérêt entre TransCanada et les instances chargées d'évaluer et d'approuver le projet. Comment ne pas supposer que ce genre de magouille a lieu au Québec, alors que depuis le début de la saga des hydrocarbures au Québec, la population assiste à une suite de prévarications inadmissibles!
- Une magouille fut mise à jour entre TransCanada et le Ministère de l'Environnement pour l'approbation de forages à Cacouna (19) et une amende mirobolante de 5000\$ fut imposée à TransCanada par ce même ministère pour forages sans autorisation (20).
- Le ministre du *Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques* (MDDELCC) David Heurtel reconnaît qu'Énergie Est devrait être évalué selon la Loi sur la qualité de l'environnement, mais lance l'étude du projet même si TransCanada refuse de respecter la réglementation en vigueur au Québec depuis 35 ans. (21)
- La Commissaire à l'environnement Mme Julie Gelfand « *dénote que les conditions d'approbation des projets de pipelines ne font pas toujours l'objet de suivi adéquat. En fait, pas moins de la moitié des cas de suivi examinés par son équipe étaient déficients...ces incidents peuvent mettre les populations en danger et contaminer les écosystèmes...Le tiers de ces manuels (de mesure d'urgence) étaient incomplets...* » (22)
- Important déversement de produits pétroliers en Alberta : « *Le pipeline...avait été mis en place l'an dernier...Le système de détection de fuite n'a pas été déclenché, donc impossible de savoir depuis combien de temps le pipeline coulait...* » (23)
- État d'urgence en Californie : « *Fuite de 400 000 litres de pétrole dont 80 000 litres...dans l'océan...près de trois heures avant que le flot de pétrole ne soit coupé...pas de système d'arrêt automatique sur cet oléoduc relativement nouveau...pourquoi les premières mesures n'ont pas été plus efficaces pour arrêter la fuite?* » (24)
- Marée noire à Sept-Îles : « *Déversement de 450 000 litres de mazout...paralyse le trafic maritime...fait perdre beaucoup d'argent à certaines entreprises.* » (25)
- En tapant les trois mots *Moscou pipeline rivière* sur Google, on découvre ce que donnerait un incendie pipelinesque dans le Saint-Laurent près de Québec ou dans la Saint-Maurice en amont de la prise d'eau potable de Trois-Rivières, ou encore dans l'un des 830 cours d'eau traversés au Québec par Énergie Est. (26) D'autres vidéos montrent le même évènement sous divers angles, avec des adultes et des enfants à proximité; imaginons une seconde qu'un coup de vent ait rabattu cette colonne de gaz toxiques enflammés vers les gens et les habitations environnantes!

Mais comme le Québec est une société distincte et que TransCanada serait le nec plus ultra en matière d'intégrité et de sécurité, bien sûr ces catastrophes ne peuvent survenir chez nous. Et les citoyens qui s'en inquiètent sont de pauvres crétins ignares, un mal nécessaire dont on n'a pas le choix de tenir compte même si l'on aimerait bien pouvoir les tasser du revers de la main.

Poursuivons donc la découverte citoyenne des faits imaginaires par quelques exemples de sabotage de nos formidables atouts pour devenir des leaders mondiaux en énergies renouvelables :

- Dans son *Histoire de l'Énergie au Québec* (27), M. Daniel Breton relate l'offre formidable du géant de l'éolien Siemens qui, en 2006, proposait au Québec un investissement de plusieurs milliards de dollars et la création de 2500 emplois permanents, et du refus de cette offre en cachette par un certain Jean Charest et son complice Thierry Vandal d'Hydro-Québec.

Mentionnons en passant que c'est ce même Jean Charest qui déclarait récemment : « *On doit tirer davantage de nos ressources énergétiques.* » (28)

- Et sur les sites de l'AVÉQ-*Association des véhicules électriques du Québec* (29) et de *La Tribune-Bordeaux* (30), le citoyen apprend que la batterie super-performante inventée chez Hydro-Québec sera produite industriellement... en France, y créant 600 emplois directs.
- Et on pourrait aussi longuement parler du ballottage insensé du moteur-roue créé chez Hydro-Québec (31) et de son corollaire le monorail électrique préconisé notamment par la FTQ pour renflouer les emplois hydro-québécois perdus à Bécancour (32). Il semble bien que, pas plus qu'en 2013, le monorail n'ait trouvé sa place dans la nouvelle politique énergétique du Québec, malgré l'appel de TrensQuébec au premier ministre Couillard. (33)

En tout, c'est quelque 4000 emplois éco-responsables potentiels qui auraient pu être créés au Québec au cours de la dernière décennie et qui furent littéralement sabotés.

Alors, quand les pétroliers et certains gouvernementaux viennent nous faire miroiter quelque 33 emplois que créerait Énergie Est, et même plus d'une centaine en tordant les faits, ça ne fait vraiment pas saliver les citoyens qui découvrent à quel point ils se font bernés par les politiciens aveuglés par le mirage pétrolier et gazier.

Ajoutons à tout ce qui précède un troisième volet de découvertes citoyennes au sujet d'Énergie Est, que nous appellerons l'argumentaire démagogique :

- La péréquation! Ce qu'on a pu nous le seriner ces derniers temps cet argument là : le Québec recevrait de la péréquation grâce aux richesses albertaines et pétrolières, et la péréquation par-ci, et la péréquation par là!

Cet argument est d'autant plus vicieux et vicieusement lorsqu'il nous est assené par des politiciens qui pourtant devraient être au courant de ce qu'est véritablement ce concept de répartition des richesses, notamment le premier ministre du Québec lui-même.

Hé bien! quand on regarde l'histoire de la péréquation et même ce qui l'a précédée, on découvre qu'il fut un temps pas si lointain où c'est le Québec qui contribuait à l'émergence des provinces de l'Ouest, entre autres de la Saskatchewan dont le premier ministre Brad Wall ironise en ces termes : « *Je suis certain que les maires de la CMM vont poliment rembourser leur portion des 10 milliards de péréquation qui leur vient de l'ouest* », faisant fi de « *ce qu'il en a coûté au Canada central et plus précisément au Québec, depuis 1905, pour développer la Saskatchewan* », et du fait que « *depuis 15 ans la politique du Canada de mettre l'accent, pour développer son économie, sur le développement des hydrocarbures, a fait perdre au Québec des dizaines de milliers d'emplois...* » (34)

De plus, si les entreprises québécoises recevaient l'équivalent des généreuses subventions fédérales aux pétrolières albertaines et à l'industrie automobile ontarienne, le Québec n'aurait sans doute pas besoin de péréquation.

Le Québec ne doit rien ni au Canada, ni à l'Alberta et à la Saskatchewan, ni encore moins à TransCanada, le Québec a fait et fait encore amplement sa part pour l'enrichissement collectif canadien. (35)

- Les besoins en approvisionnement pétrolier du Québec et la pseudo-opportunité d'accroître notre indépendance au pétrole étranger et de favoriser notre industrie pétrochimique. Est-il vraiment besoin de rappeler ad nauseam que la seule raison d'être affichée pour Énergie Est est d'acheminer le pétrole de l'ouest canadien vers les marchés d'exportation? Tout le monde le sait, ce pétrole sera transformé, exporté et utilisé ailleurs qu'au Québec, point barre.
- Même propagande démagogique lorsqu'on tente de nous convaincre que le choix se pose entre le pipeline et des milliers de convois pétrolifères : le Québec n'a aucune obligation de choisir entre un déversement catastrophique dans nos cours d'eau et un convoi qui lui explose dans la tronche, seulement pour satisfaire la quête d'hypothétiques profits commerciaux pour certaines entreprises et pour enrichir une pétrolière albertaine, lesquelles se foutent absolument de notre avis et de notre intérêt collectif aussi bien que de l'état de la planète, de la crise climatique et des générations futures.

Nous savons tous que la démonstration indubitable a été faite qu'il n'existe aucun lien de cause à effet entre un refus d'Énergie Est et une hypothétique augmentation du trafic ferroviaire pétrolifère et qu'il est même techniquement impossible de substituer les trains au pipeline pour acheminer les 1.1M de barils par jour prévus.

Le choix n'est pas : pipeline ou convois pétroliers; le choix est : Québec soumis au chantage socio-politico-économique de TransCanada et de ses alliés politiques et commerciaux ou Québec libre de décider pour lui-même et de ne pas se rendre complice de cette aberration écologique qu'est l'exploitation du pétrole bitumineux. Au Québec, nous décidons nous-mêmes de ce qui est dans notre intérêt collectif, ce ne sont ni l'ONÉ, ni l'Alberta et la Saskatchewan, ni encore moins TransCanada qui vont en décider.

Alors qu'on arrête une fois pour toutes de nous faire chigner avec toutes ces niaiseries de péréquation, de trafic ferroviaire et d'approvisionnement pétrolier!

Acceptabilité sociale

Attardons-nous sur l'aspect spécifique de l'acceptabilité sociale, sans bien sûr reprendre tout l'argumentaire étalé jusqu'à présent. J'ai déjà mentionné ce qu'en pense la FCCQ par la voix de sa présidente Françoise Bertrand, opinion qui reflète celle d'une grande frange du monde entrepreneurial et du milieu politique et qui peut se résumer comme suit : c'est abusivement contraignant d'avoir à tenir compte de ce qu'en pensent les citoyens, ces principaux concernés qui prétendent avoir voix au chapitre. Je parle évidemment de ces gens que l'on tente de ridiculiser dans les médias en les traitant de tous les noms dans l'espoir de contrer la prise de conscience et la mobilisation citoyennes.

La FCCQ ne cache même pas sa propension à vouloir le contrôle de l'opinion publique plutôt que sa prise en compte. Dans son discours d'ouverture à la 6e conférence annuelle de l'*Association pétrolière et gazière du Québec (APGQ)*, sa présidente « a réitéré la nécessité que le gouvernement du Québec s'engage en première ligne pour favoriser l'acceptabilité sociale des projets de développement des hydrocarbures...Le gouvernement du Québec a encore beaucoup de chemin à faire pour favoriser l'acceptabilité sociale des projets. »

Or, d'un point de vue citoyen, l'objectif ne doit pas être de favoriser l'acceptabilité sociale à tout prix, mais de la vérifier et de prendre acte de la volonté citoyenne, en procédant par une diffusion d'informations diversifiées, indépendantes et objectives, par la reconnaissance de l'expertise citoyenne et par la consultation effective des citoyens. La FCCQ et autres promoteurs n'ont pas à dicter leur conduite ni au gouvernement ni encore moins aux citoyens qu'il est sensé représenter.

D'autre part, s'inscrivent dans cette volonté d'éclipser le pouvoir citoyen des processus décisionnels les pressions qui sont faites pour classer les organisations environnementalistes et citoyennes comme lobbys et dont le seul objectif est d'endiguer leurs ressources et limiter leurs actions. Pourquoi les règles devraient-elles être les mêmes pour les corporations et entreprises à but lucratif et pour les simples citoyens dont le seul intérêt est le bien-être collectif? En opposant entreprises et organisations citoyennes comme compétitrices, on dénie la spécificité de celles-ci et le statut des principaux intéressés, les citoyens, à la fois bailleurs de fonds et bénéficiaires des

entreprises en tant que clients et payeurs des subventions aux entreprises, membres des communautés au bien et à la prospérité desquelles on prétend contribuer.

Face à l'action citoyenne, leurs arguments typiques sont : nous les avons mal informés et le débat est trop émotif, comme si l'émotion était anormale et incompatible avec la raison face aux Fukushima (voir le document *Les enfants de Fukushima sont en train de mourir*) (36) et aux Deep Water Horizon (voir le document *Deep Water Horizon-Impact du déversement sur les enfants et les familles : données préliminaires de l'étude d'impact sur les populations riveraines*) (37).

À ce sujet, pour bien cerner le cynisme affairiste de la FCCQ, citons ici un extrait de son mémoire présenté en octobre 2015 à la *Communauté Métropolitaine de Montréal* (CMM) lors des audiences sur Énergie Est : « *Ce n'est pas parce qu'il y a eu un accident, aussi dramatique soit-il, qu'il faille tout arrêter et pour toujours!* » Après une telle déclaration, on peut légitimement s'inquiéter de la limite catastrophée au-delà de laquelle la présidente Bertrand et ses acolytes considèrent *qu'il faille tout arrêter et pour toujours*.

Les experts des promoteurs, que ceux-ci soient industriels ou politiques, considèrent les audiences publiques, non pas comme une consultation auprès des citoyens, mais comme l'occasion de *les informer*.

Or, leur élitisme méprisant et démagogique les empêche de reconnaître que les citoyens sont parfaitement capables de s'informer adéquatement, d'analyser judicieusement les faits et de prendre des décisions éclairées, et qu'ils le font justement au point même d'informer le gouvernement et l'industrie plutôt que l'inverse.

Ils n'admettent pas que l'ère est révolue de cette élite politico-industrielle autoproclamée détentrice exclusive de la vérité et grande dispensatrice (infantilisante) de connaissances pour la populace présumée ignare.

Les promoteurs industriels et gouvernementaux nous serinent constamment leur mantra de confiance, de vigilance, de consultation, d'acceptabilité sociale, de développement durable, de respect des lois, ils nous parlent de transparence, de rigueur et de respect des règles convenues dans une société de droit. Mais ils sont les premiers à déroger aux règles et aux lois et se surprennent que la population ne leur manifeste qu'inquiétude et doute. « *Faites-nous confiance, nous sommes très vigilants* », disait le ministre des Ressources naturelles Pierre Arcand sur les ondes radiophoniques une semaine avant que soit révélée publiquement la magouille sous-jacente à l'autorisation des forages par TransCanada à Cacouna.

Nous n'avons pas à présenter un avis de projet réglementaire et légal, nous dit TransCanada. Ajout 27 avril 2016 : Et maintenant qu'elle accepte de le faire, la compagnie nous déclare par son représentant Louis Bergeron qu'elle n'avait pas à le faire.

C'est sans compter l'ONÉ dont les règles de consultation sont si déraisonnablement contraignantes que les citoyens n'ont aucun moyen de s'y exprimer, cet ONÉ qui n'inclut même pas le principe d'acceptabilité sociale dans ses critères fondamentaux d'évaluation et d'approbation d'un projet et qui refuse d'inclure les GES en amont et en aval du projet Énergie Est en tant que facteurs à prendre en considération.

Il y aurait aussi lieu d'élaborer sur la situation subie par les citoyens de Ristigouche-Sud-Est et de Gaspé dans leurs conflits respectifs avec Gastem et Petrolia au sujet de la protection de leur eau potable, deux populations locales à la merci d'un « *règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection (RPEP) qui vise plutôt l'encadrement des activités extractives qu'une réelle protection des sources d'eau potable* ». (38)

Les Commissaires sont certainement conscients que ce ne sont là que quelques-uns des centaines d'exemples qui pourraient être cités en démonstration du fossé entre les promoteurs, les décideurs et les citoyens. Cet état de fait est source de frustrations et de conflits sociaux de plus en plus nombreux et intenses et nourrit chez les gens un sentiment d'impuissance qui risque de se traduire de plus en plus en actions civiques perturbatrices de la paix sociale afin de se faire entendre et respecter.

À l'heure de la crise climatique, du Sommet de Paris et de la revendication citoyenne généralisée et rigoureusement référencée par l'actualité et la science, il est plus qu'évident que l'appui aux énergies fossiles est dangereusement passéiste et à contre-courant alors que sont démontrés efficaces tous les facteurs pro-énergies renouvelables et pro-économie d'énergie.

Il est temps que les gens d'affaires et les industriels délaissent les schèmes d'affaires de la première moitié du vingtième siècle et s'alignent sur les valeurs et les certitudes les plus probantes de notre époque, dont la disparition progressive mais imminente du recours aux énergies fossiles et l'évidente progression des énergies renouvelables annonciatrice de réalisations concrètes et de profits, comme le démontre un rapport mondial d'Accenture et du CDP : « *La transition vers les énergies à faibles émissions de carbone pourrait créer jusqu'à 380 milliards d'euros par an de valeur nouvelle pour les opérateurs d'énergie*. (39) » Désormais, la recherche de profits à court terme est indissociable d'une vision et d'un projet à long terme.

Énergie Est se situe exactement au cœur de la dynamique économique néolibérale qui ne vise que le profit à tout prix et à court terme. On peut certes se réjouir que la nouvelle politique énergétique libérale provinciale favorise la recherche sur l'utilisation de l'hydrogène à l'UQTR, parmi d'autres mesures pro-énergies renouvelables, mais peut-on sérieusement croire en la volonté de réaliser l'objectif de diminuer notablement notre production de GES si, en les diminuant d'une main, on les accroît de l'autre main en promouvant l'exploitation des hydrocarbures au Québec (pétrole et gaz de schiste) et en favorisant sa croissance en Alberta! Diminuer les GES simplement pour se permettre d'en produire plus ne fait que changer quatre trente sous pour une piastre, c'est kifkif et ça ne résout rien. Ça donne l'illusion d'un enrichissement collectif à long terme qui n'est

en réalité qu'un enrichissement à court terme pour quelques uns. C'est tout sauf une véritable démarche de transition énergétique réelle.

Parlant transition énergétique, rappelons les propos de Denis Hayes, coordonnateur du premier Jour de la Terre (1970), ex-directeur de l'Institut (américain) de recherche sur l'énergie solaire : « *La transition vers un monde sans pétrole est imminente et pourrait être pénible si nous ne la préparons pas maintenant...La question n'est pas de savoir si nous devons faire cette transition, la seule question est de savoir si elle sera harmonieuse, fondée sur une planification et une préparation judicieuses, ou chaotique et le résultat de crises politiques et économiques de plus en plus graves...* ». (40) C'était en 1977, ses paroles acquièrent aujourd'hui un sens d'urgence incontestable qui concerne toutes les sphères politiques, entrepreneuriales et citoyennes.

Énergies fossiles et énergies vertes sont devenues fondamentalement inconciliables et seule une démarche réelle de transition énergétique peut désormais leur permettre de cohabiter. Or, les concepts de transition énergétique et de développement durable ne doivent pas servir de prétextes au statu quo et à la quête de profit dans l'aveuglement volontaire et le déni.

Les entreprises de tous types et les gouvernements de tous paliers doivent prendre conscience des pertes faramineuses prévisibles provoquées par la crise climatique et dont les générations montantes feront surtout les frais, comme le démontrent une étude parue dans *Nature Climate Change*, citée dans le journal *Le Devoir*, qui dit : « *2500 milliards d'actifs financiers (sont) menacés sur les marchés mondiaux* » (41) à cause du réchauffement climatique, et un autre article du journal *Le Devoir* : « *uniquement pour le Canada, le coût des changements climatiques pourrait passer de 5 milliards par année en 2020 à des montants allant de 21 à 43 milliards par année dans les années 2050* » (42).

Ces données globales peuvent sembler n'être a priori que des prévisions statistiques probabilistes, mais dans les faits elles s'appliquent de plus en plus concrètement à toutes les entreprises aussi bien locales que nationales et internationales, comme le prouve l'éveil des compagnies d'assurances à ces phénomènes climato-économiques, prise de conscience clairement illustrée dans un document de l'*Observatoire géopolitique de la durabilité* intitulé *L'assurance des risques climatiques* dont voici quelques extraits :

« *...La question de l'assurabilité durable de ces risques changeants menace à la fois les compagnies qui risquent la faillite, mais également l'ensemble de leurs assurés, pour la plupart incapables de surmonter seuls les conséquences d'un phénomène climatique extrême...Dans le contexte actuel, les assureurs et réassureurs ne peuvent pas se contenter de vendre des produits d'assurance, ils doivent considérer leur rôle dans la sensibilisation du public au risque climatique, dans la responsabilisation des assurés et dans la considération de produits favorisant la protection durable de l'environnement, tout en tenant compte de facteurs économiques et socioculturels.* » (43)

Je suis d'avis que ces propos constituent ce qui devrait désormais être l'un des piliers fondamentaux des prises de décision des entrepreneurs et des élus : prise en compte réelle

de l'intérêt mutuel et de la nécessaire responsabilisation de toutes les parties. Les tendances dans le milieu des assurances sont de précieux indicateurs de l'état de la situation et de la marche à suivre. A contrario, par leur appui aux hydrocarbures, particulièrement à Énergie Est, et leur mépris envers la population, les promoteurs pétroliers démontrent un manque flagrant de conscience environnementale et sociale, de responsabilité envers les populations actuelles et futures, de vision globale et réaliste de la situation économique en lien avec la crise climatique et, en ce qui concerne Énergie Est et le Québec, d'une déconnexion dramatique de la réalité québécoise contemporaine. Les entreprises et les citoyens n'ont rien à y gagner et tout à y perdre.

Conclusion

Les Commissaires auront sans doute compris ma démarche pour leur démontrer le point de vue d'un simple citoyen solidaire de ses concitoyens dans ce débat et pour leur exprimer le sentiment de frustration de la population québécoise face à l'envahissement de plus en plus périlleux de l'exploitation des hydrocarbures, pour leur exposer aussi la nature et la nécessité de la reconnaissance de l'expertise citoyenne.

Je ne sais pas pour vous, mais moi j'ai connu la campagne, celle avec des vaches dans les champs et les sous-bois. On y trouve des sentiers dont l'usage est partagé par le bétail et les humains. Le promeneur rencontre donc fréquemment sur le sentier une bouse de vache qui, bien que familière et fort utile pour l'humanité, n'en répugne pas moins le promeneur à y poser le pied. Que fait celui-ci? Il la contourne ou saute par-dessus pour l'éviter.

Hé bien, les citoyens confrontés aux magouilles et aux entourloupettes des promoteurs d'Énergie Est et de leurs alliés politiques et entrepreneuriaux se sentent vraiment comme des bouses de vache occupant à juste titre le territoire mais qu'on veut néanmoins éviter à tout prix. Les pétroliers semblent se dire : *si nous ne les regardons pas, ils ne nous verront pas*. Mais nous les voyons, et leur rétorquons ceci :

Nous vous voyons aller avec vos tours de passe-passe médiatiques, avec vos déclarations démagogiques biaisées, nous voyons très clairement votre jeu et votre objectif de passer outre à notre volonté citoyenne.

Alors écoutez bien ce que nous avons à vous dire : si vous persistez encore et encore à vouloir nous contourner, nous, les citoyens, les principaux intéressés, les occupants du territoire, hé bien! vous nous trouverez encore et encore sur votre chemin. Vous avez certes le pouvoir de l'argent qui vous permet d'acheter des campagnes publicitaires démagogiques et mensongères et d'embaucher des centaines de lobbyistes, ces affairistes collés aux talons de nos politiciens, vous avez ce pouvoir. Mais nous, nous avons le pouvoir de la solidarité citoyenne, et sachez que cette solidarité grandit de jour en jour et gronde de plus en plus fort dans les chaumières, dans les lieux de travail, sur la place publique, et sur les sites que vous convoitez.

Madame et Messieurs les Commissaires, j'ai commencé mon exposé par une citation, j'aimerais terminer par une autre citation, celle-ci de l'écrivain et philosophe Albert Camus, dans son discours de Suède lorsqu'il a reçu le prix Nobel en 1957.

« Chaque génération, sans doute, se croit vouée à refaire le monde. La mienne sait pourtant qu'elle ne le refera pas. Mais sa tâche est peut-être plus grande. Elle consiste à empêcher que le monde se défasse. » (44)

Il est aujourd'hui indéniable que ce que Camus considérait en 1957 comme étant l'immense tâche de sa génération est devenue à notre époque LA TÂCHE, non pas d'une génération, mais de l'humanité toute entière.

Or, l'humanité n'est pas un concept abstrait se situant ailleurs. L'humanité est partout sur la Terre, elle est dans chaque nation, dans chaque région, dans chaque maison, dans chaque individu. Nous tous ici même sommes l'humanité. Nous vivons à une époque d'événements et de choix d'une gravité sans précédent qui concernent à la fois l'humanité dans son ensemble et chaque parcelle d'humanité que nous sommes, une époque où désormais la recherche de profit à court terme est indissociable d'une vision et d'un projet à long terme, pour soi-même et pour l'ensemble de la population, pour notre propre région et pour la planète, pour notre génération et pour les générations qui nous suivront.

Nous n'avons plus le loisir et le temps de spéculer aveuglément, de léguer à nos descendants des cadeaux empoisonnés, produits de notre fuite en avant collective, nous ne pouvons plus nous permettre de n'avoir que le signe de piastre pour tout critère d'évaluation des faits et des projets.

L'auteur d'une thèse de doctorat datant des années trente et dormant dans une bibliothèque de l'UdeM écrivait au sujet de la pollution industrielle qu'un jour viendrait où nous ne pourrions plus en ajouter dans l'atmosphère et qu'il fallait déjà s'en préoccuper. Nous inspirant de ce visionnaire inconnu d'il y a près d'un siècle, posons-nous sérieusement et sincèrement la question : que devons-nous faire, ici et maintenant, au Canada, au Québec, dans chaque région québécoise, dans cette Commission, pour que les gens qui vivront dans un siècle ne vivent pas dans un monde encore plus mal foutu que le nôtre, pour que nos arrières-petits-enfants aient la chance de connaître un monde viable dans lequel l'air soit encore respirable et l'eau encore buvable.

S'agissant des GES, il nous faut maintenant impérativement appliquer l'adage populaire qui dit qu'on ne peut faire entrer un gallon dans une pinte : la coupe atmosphérique est pleine et déborde, les citoyens en sont conscients et agissent en conséquence, aux élus de se rallier à eux au plus sacrant plutôt que de les ignorer et de les dénigrer!

Nous sommes les citoyens, les principaux intéressés, les occupants du territoire, nous sommes le Québec, et nous refusons Énergie Est, les puits de gaz de schiste, l'exploitation des hydrocarbures au Québec; nous refusons la perpétuation du sabotage systématique de nos formidables atouts qui nous permettraient de devenir des leaders

internationaux en énergies renouvelables. Nous exigeons une véritable politique énergétique fondée sur l'élimination maximale de la dépendance aux hydrocarbures et sur le recours maximal aux énergies renouvelables.

Non à Énergie Est! Non au mirage du pétrole bitumineux! Oui aux énergies renouvelables! Oui à la Vie!

Robert Duchesne, 20 avril 2016

Notes et références

1. Réflexions pour un monde viable, Jacques Testart, Mille et une nuits, no 50, Fayard, 2003, p. 24.
2. L'aménagement du territoire confronté à la « route des huiles », Bernard Vachon, dans Le Québec face à l'ordre pétrolier canadien, L'Action nationale, février-mars 2015, p. 104-105.
3. https://hydrocarbures.gouv.qc.ca/documents/memoire/Falaise_Jean.pdf
4. <http://www.collectif-scientifique-gaz-de-schiste.com/fr/accueil/>
5. <http://elanglobal.org/>
6. <http://www.theglobeandmail.com/report-on-business/industry-news/energy-and-resources/scientists-academics-call-for-halt-to-further-oil-sands-developme>
7. <http://www.ledevoir.com/environnement/actualites-sur-l-environnement/389380/21-prix-nobel-demandent-a-l-europe-de-tourner-le-dos-aux-sables-bitumineux>
8. <http://www.greenpeace.org/canada/fr/campagnes/Energies/sables-bitumineux/en-savoir-plus/Loleoduc-Energie-Est/>
9. <http://www.tvanouvelles.ca/2016/01/29/le-canada-manque-dambition-selon-jean-charest>
10. Sauf mention autre, les citations relatives à la FCCQ proviennent des documents paraissant sur : <http://www.fccq.ca/FCCQ-role-mission-orientations.php>
11. <http://www.ledevoir.com/environnement/actualites-sur-l-environnement/461257/projet-energie-est-les-faits-et-la-science-convaincra-le-quebec-selon-transcanada>
12. Objecteurs de croissance, Écosociété, 2007, p. 128-129.
13. <http://wisconsin-gazette.com/2016/01/07/transcanada-sues-united-states-over-kxl-rejection-wants-15-billion/>

14. <http://rqge.qc.ca/des-groupes-citoyens-et-environnementaux-reiterent-leur-demande-de-suspension-du-bape-generique-sur-energie-est-et-denoncent-le-processus-anti-democratique/>
15. http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/mandats/oleoduc_energie-est/documents/SECU22.pdf
16. http://www.huffingtonpost.ca/2012/01/03/mike-klink-keystone-whistleblower_n_1182195.html
17. <http://www.cbc.ca/news/canada/edmonton/transcanada-whistleblower-s-complaints-validated-by-neb-1.2550175>
18. <http://canadians.org/sites/default/files/publications/EE-Safety-Briefing-FR.pdf>
19. <http://www.fil-information.gouv.qc.ca/Pages/Article.aspx?idArticle=2209259654&lang=en>
20. <http://www.ledevoir.com/environnement/actualites-sur-l-environnement/450570/leves-sismiques-quebec-impose-l-amende-minimale-a-transcanada>
21. <http://www.ledevoir.com/environnement/actualites-sur-l-environnement/462918/energie-est-le-ministre-heurtel-a-du-lancer-l-etude-du-bape-sans-la-collaboration-de-transcanada>
22. http://www.ledevoir.com/politique/canada/461228/securite-des-pipelines-la-commissaire-releve-d-importantes-lacunes?utm_source=infolettre-2016-01-26-12h&utm_medium=email&utm_campaign=alertes-personnalisees
23. <http://m.radio-canada.ca/regions/alberta/2015/07/17/004-deversement-important-alberta-petrole-pipeline-neuf-nexen.shtml>
24. <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/international/2015/05/20/007-californie-nettoyage-plages-deversement-petrole.shtml>
25. <http://www.pressegauche.org/spip.php?article15131>
26. <https://www.youtube.com/watch?v=WMNcR71RSCA>
27. https://www.action-nationale.qc.ca/index.php?option=com_content&view=article&id=459:histoire-de-l-energie-au-quebec&catid=147&Itemid=696
28. <http://www.tvnouvelles.ca/2016/01/29/le-canada-manque-dambition-selon-jean-charest>
29. <http://www.aveq.ca/actualiteacutes/expose-detaille-des-objectifs-et-defis-de-la-filiale-francaise-dhydro-quebec-pour-la-production-des-batteries-du-futur>
30. <http://www.latribune.fr/regions/aquitaine/20150223trib77e4b8bf4/l-aquitaine-bientot-leader-mondial-des-batteries-du-futur.html>

31. <http://journalensemble.coop/article/2014/02/le-monorail-grande-vitesse-enjeu-national/532>
32. <http://ftq.qc.ca/wp-content/uploads/ftqimport/8366.pdf>
33. <http://www.trensquebec.qc.ca/blog/99-lettre-au-premier-ministre-du-quebec-philippe-couillard>
34. <http://www.ledevoir.com/politique/quebec/461002/perequation-et-saskatchewan-wall-ou-l-arrogance>
35. <http://iris-recherche.qc.ca/blogue/la-perequation-un-hold-up-quebecois>
36. <http://www.nautiljon.com/actualite/daily+life/les+enfants+de+fukushima+sont+en+train+de+mourir-4501.html>
37. <http://academiccommons.columbia.edu/catalog/ac:128195>
38. <http://www.graffici.ca/dossiers/eau-secours-soutient-les-citoyens-gaspe-3818/?page=25&categorie=9>
39. <http://www.energine.com/14/18980+energies-a-faibles-emissions-de-carbone---un-marche-prometteur+.html>
40. Rays of Hope, The Transition to a Post-Petroleum World, Denis Hayes, Worldwatch Institute, 1977.
41. <http://www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/467261/rechauffement-climatique-2500-milliards-de-dollars-d-actifs-financiers-menaces>
42. <http://www.ledevoir.com/environnement/actualites-sur-l-environnement/388663/des-bouleversements-couteux-pour-l-economie-mondiale>
43. <http://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2015/06/Og%C3%A9od-assurance-risque-climatiques-9-juin.pdf>
44. http://classiques.uqac.ca/classiques/camus_albert/discours_de_suede/discours_de_suede_texte.html